

mercredi 29 avril 2009

La loi Bachelot rend malade le personnel du CHU



La chaîne humaine, organisée à l'initiative de la communauté médicale et de l'ensemble des syndicats, a rassemblé quelque 700 personnels hospitaliers hier, dès 9 h 30, autour du CHU-Côte de Nacre. : Stéphane Geufroi.

Deux rassemblements coup sur coup, hier. La loi « Hôpital patients santé territoire » inquiète. Quelque 700 personnels ont formé une chaîne humaine.

Reportage

« **Attention, le projet de loi Bachelot nuit gravement à la santé.** » Ce slogan affiché sur ses vêtements, le Pr Bernard Guillois, chef du service de néonatalogie au CHU, suit le mouvement de ses collègues. Les uns à côté des autres, le personnel du CHU forme une chaîne humaine autour du bâtiment hospitalier. Un rempart symbolique de protection de l'hôpital public, pour contrer le projet de loi « Hôpital, patients, santé et territoires » (HPST), vécu comme une menace, « **un tournant** ».

Avec ou sans blouse blanche, médecins, personnels hospitaliers, tous secteurs et services confondus, syndiqués de tous bords... Quelque 700 opposants à la loi Bachelot encerclent le CHU ce mardi matin, à l'initiative de la communauté médicale.

« De l'abattage... »

Bernard Guillois manifeste pour la première fois. Selon lui, cette loi n'a pas été discutée « **avec les professionnels. La loi de 2004 est à peine appliquée qu'on revoit tout, on supprime même les services. Le texte doit être remis sur le tapis** ». L'un des sujets inquiète plus particulièrement : « **La disparition d'un contre-pouvoir au profit du seul directeur.** » Les médecins perdraient tout pouvoir décisionnel. « **Le directeur d'un hôpital -un gestionnaire- n'a pas connaissance de ce qui se passe dans les services. Si la loi passe, son seul souci sera la rentabilité de son établissement.** » Casse du service public et privatisation sont dans toutes les bouches.

À quelques mètres, Frédéric Dubois, médecin anesthésiste-réanimateur, évoque une diminution **« du personnel soignant et de la qualité des soins. Les infirmiers qui partent à la retraite ne sont pas remplacés. L'affaiblissement des moyens crée une pression extrêmement forte sur les personnels ».**

Gérard et Florence, infirmiers spécialisés, en savent quelque chose. Tous deux travaillent au bloc neuro-ophtalmologique : **« Nous étions 14 voici un an : nous sommes aujourd'hui 7. »**

« Une médecine à deux vitesses »

Ils enchaînent dix heures, font des semaines de 40 heures, affirment revenir sur leurs congés... **« On pallie...**, lancent-ils, peu optimistes. **On a un peu l'impression de faire de l'abattage ; c'est tout juste si on nous autorise à manger... Les patients vont en pâtir. »** La crainte d'un avenir encore moins rose les obsède. **« On ne gère pas un hôpital comme une entreprise! Donner le pouvoir à une seule personne ? Quand on voit ce que ça donne lors des derniers événements... »** Référence aux coûteux travaux qu'a réalisés l'ex-directeur du CHU, Joël Martinez, dans son logement de fonction.

Une heure plus tard, la chaîne humaine se disloque. Des discussions s'engagent en face des urgences. Un représentant de la CFDT est dubitatif : **« Entre médecins et personnels soignants, tout le monde n'a pas le même intérêt là-dedans. »**

Lui et quelques dizaines d'autres se dirigent vers l'avenue Clemenceau pour un autre rassemblement à l'appel de la CGT. Un large barbecue est installé sur le trottoir donnant sur les maisons de fonction des directeurs du CHU. Juste devant celui de Joël Martinez. Pour la CGT, le lieu symbolise **« le gaspillage ».**

« Je fais le ménage au CHU. On n'a plus de taie d'oreiller, de sac-poubelle à donner aux patients... Alors que lui, là, il s'est tout permis. C'est honteux », se scandalise une jeune femme, agent des services hospitaliers. Avec la loi Bachelot, elle craint l'arrivée d'**« une médecine à deux vitesses ».**

Nathalie HAMON.
Ouest-France